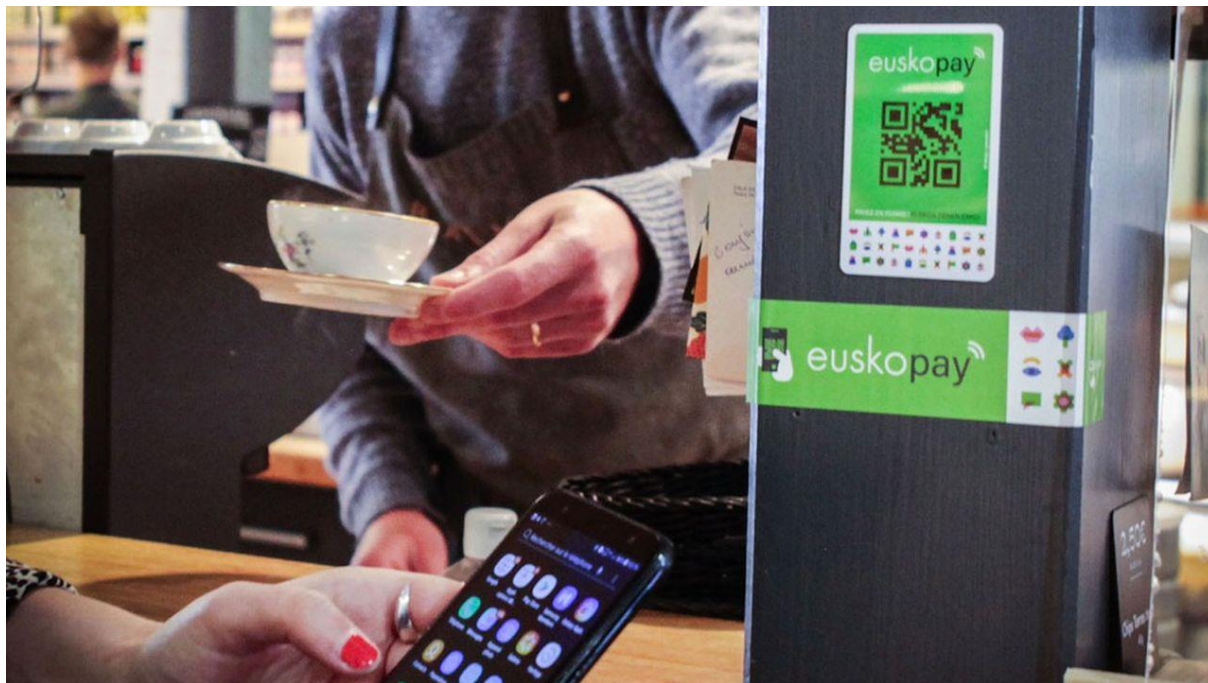


## Enquête

### Comment les monnaies locales réconcilient économie et écologie

De plus en plus nombreuses sur le territoire français, ces devises alternatives apparaissent comme un nouveau levier pour développer circuits courts, économie de proximité et transition écologique.



L'Eusko a vu le jour en 2013 et existe maintenant en version numérique. (Tala photographie/Isabelle Miquelestorena)

Par [Charlotte Meyer](#)

Publié le 27 nov. 2024 à 16:30 Mis à jour le 27 nov. 2024 à 16:40

Abeille, florain, pêche, épi, chouette, galette... Dans certains coins de l'Hexagone, les transactions financières sonnent comme de la poésie. En vingt ans, l'offre des monnaies locales complémentaires (MLC) en France a explosé, passant de zéro à 82. La première, l'Abeille, est née dans le Lot-et-Garonne en 2010. Dernière en date : l'Eco, lancée dans trois villes de Seine-Saint-Denis l'été dernier.

Au début des années 2000, lorsque Dante Edme-Sanjurjo découvre les MLC en Allemagne, celles-ci n'existent pas encore en France. Séduit par l'éventail de possibilités qu'offre cette alternative, entre participation citoyenne, transition écologique et développement d'une économie circulaire et solidaire, il conserve l'idée dans un coin de sa tête. En 2011, le journaliste en économie sociale et solidaire retourne au Pays basque, dont il est originaire, avec l'ambition de s'impliquer localement. « *A l'époque, un groupe d'écologistes de la région avait invité les porteurs de l'Abeille, la monnaie locale du Lot-et-Garonne, à donner une conférence. Le projet les intéressait.* »

De fil en aiguille, Dante Edme-Sanjurjo se retrouve dans le groupe des bénévoles fondateurs de l'Eusko. Cette MLC voit le jour en 2013. « *Nous sommes partis de rien* », se souvient-il. L'Eusko est aujourd'hui considéré comme la plus grande monnaie locale européenne, avec 4.000

adhérents particuliers, 1.400 professionnels et 4 millions d'euskos en circulation au printemps 2023. Dante Edme-Sanjurjo est également devenu le coprésident du Mouvement Sol, laboratoire d'expérimentations monétaires qui fédère les associations de MLC.

### **De nombreux avantages**

Ces monnaies pas comme les autres existent en parallèle aux monnaies nationales officielles. Utilisées sur un territoire bien délimité, des communautés locales aux communautés régionales, elles favorisent les échanges économiques au sein d'une zone géographique restreinte.

A l'heure où le changement climatique impose une transformation de nos sociétés, les monnaies locales permettent donc de développer les circuits courts et une économie de proximité. Elles incitent à consommer davantage auprès des petits commerces et paysans locaux plutôt que de favoriser la grande distribution et l'agriculture industrielle. En 2021, une étude du Mouvement Sol sur l'utilité sociale des MLC révélait que 48 % des sondés avaient augmenté leur consommation de produits locaux depuis leur adhésion, 36 % leur consommation de produits bio et 69 % se rendaient moins souvent en grande surface. Quant aux professionnels interrogés, 84 % d'entre eux avaient cherché à réduire leur impact environnemental et 64 % pris davantage en compte les pratiques écologiques de leurs partenaires commerciaux.

### **Lire aussi :**

#### **[Comment les monnaies locales cherchent à compter en France](#)**

#### **[Le revenu de transition écologique désormais expérimenté à Strasbourg](#)**

*« Même si ces projets sont surtout portés par des mouvements écologistes, de nouvelles monnaies naissent dans des démarches plus larges, avec parfois aussi une dimension affective d'attachement au territoire »,* soutient Dante Edme-Sanjurjo. D'un point de vue économique et social, les MLC peuvent aussi être utilisées dans le but de défendre l'économie et l'emploi local. Toujours selon l'étude du Mouvement Sol, 22 % des professionnels notaient un effet visible des MLC sur leur chiffre d'affaires. Un paiement en monnaie locale, par exemple, générerait 1,25 à 1,55 fois plus de revenus locaux qu'un paiement en euro. Cette capacité à soutenir les entreprises locales résonne d'ailleurs tout particulièrement dans un contexte post-Covid. *« Comme la monnaie reste sur un territoire bien précis, elle renforce les entreprises locales et défend donc les postes de travail qui y sont présents. En 2020, nous nous sommes bien aperçus que ce réseau de solidarité était important »,* rappelle le cofondateur de l'Eusko. En 2022, la thèse de la chercheuse Oriane Lafuente-Sampietro sur le sujet révélait qu'une PME qui entre dans une monnaie locale gagne entre 8 % et 16 % de chiffre d'affaires supplémentaire.

Les défenseurs des MLC observent aussi un renforcement du lien social dans les régions où elles sont utilisées. *« La monnaie locale agit en transversalité avec des impacts sociaux, économiques, écologiques, et répond ainsi à de fortes attentes dans notre société, affirme Dante Edme-Sanjurjo. C'est un outil qui fédère les énergies sur un territoire au service d'un projet commun positif, avec une dimension de fraternité importante. »*



Monnaie locale de la Loire-Atlantique, Moneko est née en 2020 de la fusion du SoNantes et du Retz'l, créées une dizaine d'années plus tôt. Moneko

### **Une promesse d'avenir**

Si l'offre était inexistante il y a vingt ans, la France est devenue le pays européen qui compte le plus de MLC sur son territoire. Au total, ce sont près de 40.000 particuliers qui l'utilisent, auprès de 10.000 entreprises ou associations, dans 13.000 communes. L'équivalent de 7,3 millions d'euros étaient en circulation en 2022 selon l'enquête nationale réalisée cette année-là. « *Le film 'Demain' de Cyril Dion a beaucoup marqué les esprits en 2015, il a permis de faire connaître le concept et de mobiliser les milieux militants, observe Dante Edme-Sanjurjo. La France, qui est un pays très dynamique au niveau associatif, a alors connu un boom de créations de MLC.* » Désormais, l'enjeu pour les promoteurs des MLC est de parvenir à sensibiliser au-delà des cadres militants.

Monnaie locale de la Loire-Atlantique, Moneko est née en 2020 de la fusion du SoNantes et du Retz'l, créées une dizaine d'années plus tôt. La première MLC, 100 % numérique, avait été lancée par la mairie de Nantes, la deuxième par des militants bénévoles du pays de Retz portés par un engagement altermondialiste. « *Ces deux projets ont vécu mais ont fini par s'épuiser, raconte Sébastien Comyn, chargé de mission alimentation durable chez Moneko. D'un côté, l'ampleur ne prenait pas. De l'autre, le tissu bénévole s'usait.* »

En 2023, Moneko est devenue la deuxième monnaie locale de France avec un million de monekos échangés sur douze mois. En tout, environ 250 professionnels et 1.000 particuliers l'utilisent au quotidien. Pour Sébastien Comyn, ce succès tient en partie au soutien des politiques publiques. « *Environ 50 % de nos recettes viennent de l'argent public* », explique-t-il en citant aussi bien la mairie et la métropole de Nantes que l'Ademe. Moneko a aussi hérité de l'écosystème militant du Retz'l et du moyen de paiement numérique du SoNantes. « *Ce n'est pas très courant en France, mais il permet un gros avantage technique* », assure-t-il.

En Loire-Atlantique, un moneko change de main quatre fois par an en moyenne sur le territoire. En général, un euro est égal à une unité de MLC. Et pour chaque euro échangé en moneko, l'euro

reçu est placé en garantie dans une banque éthique et non spéculative, comme la Nef ou le Crédit Coopératif. Cet argent est ensuite utilisé pour financer des projets en faveur de la transition écologique et sociale. « *Nous faisons en sorte que les euros changés par les particuliers soient placés dans les meilleures conditions possibles d'un point de vue éthique* », assure Sébastien Comyn.

### **Des manques de moyens**

En juillet 2014, la loi relative à l'économie sociale et solidaire (ESS), dite loi Hamon, donnait une base légale aux MLC. Son article 16 reconnaît les monnaies locales comme titres de paiement à condition que ces titres soient émis par des entreprises de l'ESS.

« *Le principal frein reste le manque de moyens, indique Dante Edme-Sanjurjo. Dans les territoires où il n'y a pas de soutien des collectivités, certaines associations de monnaies locales tournent avec des bénévoles et un budget de 1.000 € par an.* » Le modèle économique sur lequel reposent ces monnaies alternatives s'avère parfois fragile. A l'heure qu'il est, les recettes de Moneko viennent à 20 % des adhésions des professionnels et particuliers, 30 % des adhésions des collectivités et 50 % des subventions et appels à projets. « *Cette situation est potentiellement une fragilité, d'autant plus que nous avons désormais des salariés,* explique Sébastien Comyn. *Nous ne voulons pas que la quête à la subvention finisse par l'emporter sur notre côté militant auquel nous tenons très fort.* »

Le Mouvement Sol demande notamment à l'Etat de créer un fonds de soutien pour les MLC. A travers lui, il espère obtenir un budget qui puisse encourager leur développement et, in fine, leur permettre d'avoir un impact dynamique sur les territoires. « *Avec la loi de 2014, l'Etat a reconnu le potentiel et l'intérêt des monnaies locales,* affirme Dante Edme-Sanjurjo. *Mais nous avons besoin de plus de soutiens, de communication et de facilitation de l'usage des monnaies locales par les collectivités.* »



Au Pays basque, plus de la moitié des échanges en Eusko concernent les échanges entre professionnels. Tala photographie/Isabelle Miquelstorena

Juridiquement, les collectivités peuvent proposer à leurs créanciers d'être payés en monnaie locale, mais les procédures pourraient être simplifiées. *« Pour qu'une monnaie circule, le mieux serait que les collectivités et entreprises rémunèrent partiellement leurs salariés en monnaie locale, développe Sébastien Comyn. On aimerait que les collectivités se réapproprient un peu le sujet. »* Un constat que rejoint le coprésident du Mouvement Sol : *« L'Eurométropole de Strasbourg, la communauté d'agglomération du Pays Basque, la ville de Bordeaux, Plaine Commune en Seine-Saint-Denis... : les collectivités territoriales soutiennent de plus en plus les monnaies locales, et l'Etat devrait accompagner ce mouvement. »*

Pour cela, les défenseurs des MLC demandent une nouvelle dérogation d'obligation de dépôt des fonds au Trésor public, ce qui permettrait aux collectivités d'ouvrir un compte en monnaie locale manipulé par le comptable public. *« Ce serait d'intérêt public, car quand une collectivité territoriale réalise un paiement en moyen local, cela génère 25 à 55 % de revenus en plus pour le territoire qu'un paiement en euros, souligne Dante Edme-Sanjurjo. Développer des paiements en monnaie locale, c'est, pour une collectivité, faire en sorte qu'une part plus importante de la richesse prélevée sur le territoire par l'impôt retourne à ses entreprises. »* Le représentant du Mouvement Sol espère qu'une nouvelle loi ESS en projet pour l'an prochain permettra d'intégrer ces propositions.

Le Mouvement Sol recommande enfin de faciliter la transition numérique des monnaies locales. A ce jour, seul un tiers d'entre elles sont passées au numérique. *« Au départ, les monnaies locales se sont toutes lancées avec des billets papiers, mais ceux-ci ont vite montré leurs limites. C'est une question d'accessibilité »,* explique Dante Edme-Sanjurjo. Pour les particuliers, se rendre au bureau de change demande du temps. La version numérique facilite aussi les transactions BtoB, « business to business », soit entre entreprises. Au Pays basque, plus de la moitié des échanges en Eusko concernent les échanges entre professionnels. *« Aujourd'hui, les billets ne représentent que 3 % de la monnaie échangée, observe Sébastien Comyn. Nous les gardons essentiellement par souci d'inclusivité. »*

### **Reprendre le pouvoir sur son argent**

Aux yeux du Mouvement Sol, les MLC offrent aux citoyens la possibilité de s'emparer d'enjeux parfois considérés comme trop techniques pour les non-experts. D'après son étude parue en 2021, 69 % des adhérents comprennent mieux les liens entre l'économie et les enjeux de société depuis qu'ils utilisent ces monnaies alternatives. Souvent nées de collectifs citoyens engagés, les MLC permettent aussi une participation démocratique à petite échelle.

*« Le volet éducation populaire est un gros enjeu chez nous. Nous faisons en sorte de nous faire monter en compétences mutuellement »,* affirme Sébastien Comyn, qui insiste sur l'importance de démystifier ces problématiques. Moneko organise régulièrement des formations, par exemple sur les grands enjeux de la monnaie. Ils espèrent proposer bientôt des « fresques de la monnaie », un outil récemment élaboré par le Mouvement Sol. *« Une fois qu'on a compris l'intérêt des monnaies locales, leur utilisation est presque irréversible »,* assure le représentant de Moneko.

Dante Edme-Sanjurjo opine : à ses yeux, la formation est l'un des enjeux de la réussite. L'Eusko a d'ailleurs lancé l'Institut des monnaies locales, un organisme de formation. *« La monnaie locale ne s'adresse pas uniquement à une partie militante et écologiste de la société, elle implique aussi les PME, les associations de commerçants, les réseaux paysans, les professions libérales, les experts-comptables, les collectivités... Les mobiliser est un vrai savoir-faire, qui se transmet. »*

Quelques années après avoir rejoint l'aventure Moneko, Sébastien Comyn regrette que cet outil soit encore sous-estimé. « *On a tendance à le présenter comme le jeu d'une bulle écolo-bobo, s'agace-t-il. Mais nous n'avons plus envie de jouer. La monnaie locale est un vrai outil d'impact.* » Aujourd'hui, cet ancien nutritionniste fait partie des quatre salariés de l'association. « *Mon rôle est d'éclaircir les enjeux autour de l'alimentation et de l'agriculture, de faire comprendre tout en déculpabilisant.* »

Un mot-clé ne cesse de revenir : « encapaciter ». Moneko est par exemple engagé dans le projet de « Sécurité sociale de l'alimentation » qui se prépare actuellement à Nantes. En 2022, la monnaie locale lyonnaise, la Gonette, avait également rejoint un projet de recherche lancé par la ville pour tester des dispositifs d'accompagnement auprès des étudiantes afin d'aller vers une alimentation saine et durable. « *Nous voulons permettre à tout un chacun d'être lui aussi acteur de la transition alimentaire, même s'il n'a pas les clés* », précise Sébastien Comyn. Nées d'une volonté de se réappropriier la monnaie, les MLC pourraient bien être une clé pour revitaliser les territoires.

**Charlotte Meyer**